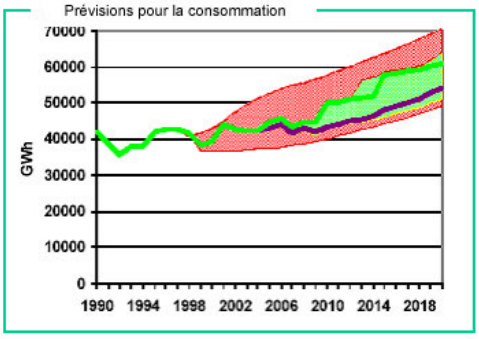
La Bulgarie investit dans le nucléaire

Description

À quelques mois de son adhésion à l'Union Européenne, la Bulgarie doit faire face à une hausse de sa consommation d'énergie. En dépit de programmes gouvernementaux destinés à diversifier les sources et à augmenter l'efficacité énergétique, la Bulgarie, décidée à garder sa position de leader des Balkans et à intégrer dignement le marché européen de l'énergie, a décidé de construire une seconde centrale nucléaire.



La Bulgarie importe 100% de ses besoins en énergie nucléaire, 99% du pétrole, 99% du gaz naturel et 36% du charbon dont elle a besoin et ne peut se suffire à elle-même en dépit de substantielles réserves de lignite. Or, la consommation énergétique y connaît une forte hausse, dans un pays en pleine croissance. Après une diminution de la consommation avant 1999, et une autre diminution relative, jusqu'en 2002, la consommation industrielle a de nouveau augmenté à partir de 2003. Quant à la consommation des ménages, elle suit les tendances de l'économie: déclin jusqu'à l'an 2000, stabilisation après 2002 et rapide accélération dès 2003. La consommation d'énergie moyenne du pays atteint aujourd'hui environ 2,6 tep par habitant, dont 3 250 kWh d'électricité.



Dans un contexte d'augmentation de la demande, la dépendance énergétique pèse lourd sur l'économie et la compétitivité bulgares. Un rapport sur l'avancement de la Bulgarie dans le processus d'adhésion à l'Union Européenne constate que l'efficacité énergétique du pays est largement inférieure à la moyenne des pays de l'UE, malgré des progrès considérables dans ce domaine. La production d'une unité de PIB bulgare utilise deux fois plus de ressources primaires que celle produite par les pays de l'UE. L'usage de l'énergie électrique pour le chauffage des ménages est remplacé petit à petit par des énergies plus rentables, comme le gaz naturel. Cependant, d'après les prévisions européennes, le coût du traitement des sources d'énergie en Bulgarie ne serait pas en mesure d'atteindre le niveau européen et devrait rester largement au-dessus de celui-ci jusqu'à fin 2015. Dans la même période, la consommation d'énergie nucléaire des ménages, devrait diminuer au profit du charbon, du gaz naturel et de la biomasse. Sur le marché de gaz naturel, la priorité est à la diversification des fournisseurs, et à la construction d'infrastructures. Quant aux centrales hydrauliques, leur production devrait atteindre les 11 % de la production globale d'électricité d'ici l'an 2010.

Alléger le coût de l'énergie

Un programme national à long terme (2005 – 2015) a été adopté en juillet 2005. Les modifications tarifaires devraient inciter les consommateurs à investir dans des projets et des initiatives destinées à promouvoir les économies d'énergie, et les investisseurs à encourager la production d'énergies renouvelables. En 2003, la Bulgarie avait adopté un programme national d'économies d'énergie pour la période 2004-2007. Elle s'est aussi dotée d'une loi, capitale pour réussir l'intégration dans l'UE, qui fixe le cadre institutionnel, juridique et financier de la mise en œuvre d'une politique nationale de lutte contre le gaspillage. L'Agence pour l'efficacité énergétique travaille sur l'élaboration de mesures durables dans ce domaine et participe aux programmes SAVE et ALTENER de l'UE. Mais pour alléger le poids de l'énergie dans le budget du pays, la Bulgarie compte surtout sur le nucléaire. Le 7 avril 2005, le gouvernement bulgare fait part de sa décision de construire une deuxième centrale dans la région de Belene, dotée d'une capacité de 2,000 mégawatts. Le premier des deux réacteurs devrait être opérationnel en 2011. Le projet, lancé en 1986 et suspendu en 1991 sous la

pression à la fois des ONG et de la dette de l'Etat, devrait assurer au pays le rôle de leader sur le marché d'énergie régional, après la fermeture partielle de la centrale héritée de l'époque communiste, près de la ville de Kozloduy. Le site de la nouvelle centrale sera disposé à 250 km au nord de Sofia, la capitale bulgare. La construction est estimée à 2, 5 milliards d'euros et représente le plus grand investissement bulgare pour les prochaines 15 années. Les marchés publics sont ouverts. Le 22 mars 2006, la vice-ministre de l'économie et de l'énergie, Ivanka Dilovska, a déclaré qu'une société, dotée d'une participation publique majoritaire allait être créée au sein de la Compagnie Energétique Nationale. Garantie d'indépendance, la solution nucléaire devrait permettre à la Bulgarie de rester concurrentielle sur un marché en plein bouleversement.

Marchés d'énergie communs

Avant son adhésion à l'UE, prévue le 1er janvier 2007, la Bulgarie doit également faire face à la libéralisation de son marché de l'énergie. Conformément au Traité sur la communauté énergétique, signé au mois d'octobre 2005 à Athènes, le pays doit prendre part à la future communauté énergétique européenne – le marché intégré le plus important au monde. Dans un rapport présenté lors d'une table ronde sur l'avenir du secteur de l'énergie en Bulgarie, Ivanka Dilovska a également souligné la volonté de l'Etat d'investir dans des projets permettant d'optimiser les profits liés à la participation de la Bulgarie aux marchés d'énergie communs. Le pays envisage en effet de s'investir plus avant dans plusieurs projets internationaux, au nombre desquels le projet Nabouko, concernant le transport de gaz naturel de la région de la mer Caspienne et d'Asie Centrale vers l'Europe de l'Ouest ; le projet AMBO, destiné à la construction d'un oléoduc reliant la ville de Bourgas en Bulgarie, et la ville de Vljora, en Albanie ; ainsi que le projet de construction d'oléoduc Bourgas – Aleksandropolis (Grèce).

Par Daniéla DALBOKOVA
Photo : © Daniéla Dalbokova

Retour en haut de page

date créée
01/04/2006
Champs de Méta
Auteur-article : Daniéla DALBOKOVA